

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 49 (1908), p. 137-140

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1908__49__137_0

© Société de statistique de Paris, 1908, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 5 — MAI 1908

I

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 15 AVRIL 1908

SOMMAIRE. — Adoption du procès-verbal de la séance du 18 mars 1908. — Nécrologie. — Présentation d'un membre titulaire. — Correspondance. — Présentation d'ouvrages : M. le Secrétaire général. — Communication, par M. Barriol, au nom de M. Levasseur, d'une étude relative au développement de l'enseignement primaire en France de 1829 à 1907, avec graphiques à l'appui. — Observations sur les procédés et sur certains enseignements des statistiques de salaires, à propos des récentes communications de MM. G. Cadoux et F. Simiand, par M. L. March; discussion : MM. G. Cadoux, F. Simiand, L. March.

La séance est ouverte à 9 heures, sous la présidence de M. A. DELATOUR, président.

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté.

M. le PRÉSIDENT informe la Société du décès de trois membres titulaires : MM. Eugène Péreire, Prunget et A. Bertrand.

M. Eugène Péreire, président honoraire de la Compagnie générale transatlantique, commandeur de la Légion d'honneur, fils d'Isaac Péreire, a été associé à presque toutes les grandes entreprises financières, commerciales et industrielles qui se sont produites dans la seconde moitié du siècle dernier. Sorti de l'École centrale en 1852 avec le diplôme d'ingénieur, il fit partie de l'administration du chemin de fer du Midi, contribua à la création du Crédit mobilier espagnol, des Chemins de fer du Nord de l'Espagne et fut un des fondateurs de la Compagnie générale des Omnibus. Il fut député au Corps législatif de 1863 à 1869 et, après la chute de l'Empire, il partagea son temps entre les diverses affaires financières à la création desquelles il avait contribué et les études économiques qui avaient, pour lui, un grand attrait. M. Eugène Péreire était l'auteur de l'ouvrage d'annuités dites « Tables Péreire » dont la valeur est universellement reconnue. M. Eugène Péreire était affable, bienveillant, avait un cœur excellent. On connaît sa création d'une école de sourds-muets. M. Eugène Péreire nous appartenait depuis plus de quarante ans.

M. A. Bertrand, directeur de la *Correspondance républicaine*, demeurait à Versailles, ce qui le tenait forcément éloigné de nos séances. De même pour M. Prunget, chef de bureau au Ministère du travail, qui a succombé à une longue et douloureuse maladie.

M. le Président estime être l'interprète de la Société en rendant hommage en son nom à la mémoire de nos trois collègues.

M. le Président et M. le D^r Papillon présentent, comme *membre titulaire*, M. AUDIFFRED, sénateur, 28, rue d'Assas. Conformément au règlement, il sera statué sur cette candidature à la prochaine séance.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL lit une circulaire du Ministère de l'instruction publique informant que la date de la séance de clôture du prochain Congrès des sociétés savantes à Paris est fixée au 24 avril au lieu du 25 du même mois. En conséquence, les membres du Congrès appelés à faire des communications à la section des sciences économiques et sociales le vendredi matin 24 avril sont avertis qu'ils seront entendus le jeudi matin 23.

M. Fléchetty présente ensuite les ouvrages reçus depuis la dernière séance et dont on trouvera la liste page 172. Il signale particulièrement le mouvement de la population en France de 1905 à 1906. Ces documents, publiés annuellement depuis 1871, sont les derniers de ce genre qui paraîtront, une décision ministérielle en prescrivant dorénavant la publication tous les cinq ans seulement en même temps que celle du dénombrement quinquennal de la population.

L'ordre du jour appelle la lecture d'une communication relative au développement de l'instruction primaire en France, de 1829 à 1907, par M. Levasseur. (Voir page 141 du présent numéro.)

M. BARRIOL veut bien se charger de lire le manuscrit et d'expliquer les graphiques qui l'accompagnent. Ces graphiques, dit l'orateur, au nombre de six, sont relatifs à la statistique de l'enseignement primaire en France et doivent figurer à l'Exposition de Londres. Il existe des statistiques de l'enseignement primaire relevées assez régulièrement tous les trois ans de 1829 à 1850; interrompues pendant treize ans, elles ont été reprises sous le ministère de Victor Duruy, puis interrompues de nouveau en 1872. Depuis la création, en 1876, de la Commission de statistique de l'enseignement primaire, présidée par M. E. Levasseur, les relevés ont été annuels; la Commission publie tous les cinq ans un relevé général précédé d'un rapport rédigé par le président. Le dernier volume a paru en 1902; les données postérieures à cette année proviennent des archives du Ministère de l'instruction publique.

Le premier graphique montre les mouvements du nombre des écoles primaires; de 30 536 en 1829, ce nombre passe à 52 779 en 1837, 70 671 en 1866, 71 547 en 1877, 85 232 en 1902; la suppression des écoles congréganistes l'a fait fléchir à 81 653 en 1906-1907. Pour les écoles de garçons et écoles mixtes, les chiffres extrêmes sont 31 420 en 1832 et 68 425 en 1906-1907; pour les écoles de filles: 10 672 et 33 220 aux mêmes dates. La catégorie qui a le plus augmenté est celle des écoles publiques laïques; de 1901-1902 à 1906-1907, leur nombre a passé de 64 288 à 68 128 par suite de la suppression des écoles congréganistes publiques. Les écoles privées congréganistes ont diminué de 14 817 en 1901-1902 à 1 490 en 1906-1907; par contre, le nombre des écoles privées laïques s'élevait, dans le même temps, de 5 210 à 11 583 par suite de la transformation d'écoles congréganistes en laïques.

Le second graphique accuse pour le nombre des instituteurs et des institutrices une progression en général plus rapide que celle des écoles. Le nombre total s'est élevé de 59 735 en 1837 à 151 914 en 1906-1907. De 1901-1902 à 1906-1907, pour les raisons précédemment données, le nombre des instituteurs et institutrices des écoles congréganistes privées a diminué de 44 054 à 5 988, tandis que, pour l'enseignement laïque privé, le nombre correspondant progressait de 6 392 à 30 419.

Le troisième graphique montre, pour le nombre total des élèves, une progression ininterrompue de 1834 (3 164 000) à 1889 (5 623 000); depuis, ce nombre a rétrogradé jusqu'en 1900-1901 (5 527 000) puis s'est légèrement relevé (5 585 000 en 1906-1907).

Le quatrième graphique fournit quelques renseignements sur les écoles et les élèves de l'enseignement primaire supérieur.

Le cinquième graphique permet d'apprécier les résultats généraux de l'enseignement primaire: 1° par augmentation du nombre des conscrits sachant lire: 42% en 1827; 96,6% en 1905; 2° par l'augmentation du nombre des conjoints ayant

signé leur acte de mariage ; de 1854 à 1905, cette proportion s'est élevée de 69 à 97 % pour les époux, de 53 à 96 % pour les épouses ; 3^e nombre des certificats d'études primaires : on en a délivré 218 014 en 1907 contre 57 336 en 1880.

Enfin le dernier graphique montre la progression des dépenses de l'enseignement primaire, non compris les dépenses de construction et d'installation d'écoles. La dépense totale était de 29 millions et demi en 1855, elle atteignait 58 millions en 1869, 116 millions et demi en 1881 et 181 millions en 1906 ; le graphique indique la part, très différente suivant les époques, des quatre principales sources qui ont alimenté le budget de l'enseignement primaire : rétribution scolaire, commune, département, Etat.

M. le PRÉSIDENT donne ensuite la parole à M. L. March pour ses *observations sur les procédés et sur certains renseignements des statistiques du salaire*, à propos des récentes communications de MM. G. Cadoux et F. Simiand.

M. Lucien MARCH dit que les communications de ses deux collègues comprennent des questions de méthode et des observations intéressant la théorie des salaires.

Se référant d'abord aux questions de méthode, M. March rappelle que M. Cadoux a recommandé de ne comparer que les salaires d'ouvriers exécutant les mêmes travaux. Il estime cette recommandation très importante, surtout dans les comparaisons internationales ; M. March pense toutefois que, si l'on est à même d'évaluer les salaires de tous les ouvriers d'une même industrie ou d'une même région, le résultat peut offrir une importante signification économique ou sociale, même s'il n'en a pas au point de vue technologique. En 1896, dans son étude rétrospective des salaires, l'Office du travail a combiné ces méthodes différentes.

M. Cadoux a proposé de dresser la statistique des salaires au moyen de budgets ouvriers. M. March ne croit guère à l'efficacité de ce système ; il pense que les budgets ouvriers, nécessaires pour renseigner sur l'emploi que l'ouvrier fait de son salaire, ne peuvent être d'un grand secours, ni pour la statistique des salaires, ni pour le relevé des prix des objets nécessaires à la vie. Ils ont été utilisés par l'Office du travail pour comparer, à différentes époques, le pouvoir d'achat du salaire.

M. Simiand a fait œuvre d'analyste en comparant les éléments de la statistique des mines. M. March le félicite de son patient travail et de la finesse avec laquelle sont étudiées les relations des prix, du salaire, de la production, etc.

Passant aux observations qui intéressent la théorie des salaires, M. March croit que le critérium adopté par M. Simiand, pour apprécier si le salaire est étroitement lié à l'offre et à la demande de main-d'œuvre, n'est point en relation directe avec les changements de l'offre et de la demande. Par suite, la conclusion négative de M. Simiand ne lui semble pas entièrement justifiée.

D'autre part, M. Cadoux a émis l'avis que le salaire ne dépendait plus autant qu'autrefois de la seule productivité de l'ouvrier. M. March constate que, dans les mines, le salaire des mineurs est réglé à la tâche aujourd'hui comme autrefois. Ce système, quand il est loyalement pratiqué, évite l'arbitraire et favorise la productivité en assurant à l'ouvrier le bénéfice de son activité.

Contrairement à une autre opinion exprimée par M. Cadoux, le travail de M. Simiand démontre que, au moins dans les mines de charbon, le salaire dépend essentiellement du prix de vente. M. Simiand considère quatre éléments principaux : le prix de vente par tonne, la production par journée d'ouvrier, le salaire moyen par journée d'ouvrier, la main-d'œuvre par tonne. En analysant les changements subis par ces éléments au cours de la période 1847-1902, M. Simiand a reconnu que ces changements étaient principalement gouvernés par le prix de vente. M. March l'ayant vérifié en calculant divers coefficients synthétiques, rappelle que M. Simiand a constaté en outre l'influence de deux actions personnelles, l'une patronale, l'autre ouvrière. Ces deux actions, chez les patrons comme chez les ouvriers, tendent à accroître le revenu, soit du patron, soit de l'ouvrier ; pourtant, elles n'agissent que jusqu'à une certaine limite : à partir d'une certaine hausse du revenu, il semble que l'action patronale tende moins énergiquement à l'économie des frais de production et que l'action ouvrière laisse fléchir la productivité.

Quand le prix de vente est en hausse, le salaire suit assez bien, à quelque distance, le mouvement du prix; le salaire suit à peine, de beaucoup plus loin, le mouvement du prix lorsque celui-ci est en baisse. Les ouvriers opposent une forte résistance à l'abaissement du salaire, afin de conserver les conditions d'existence auxquelles ils sont habitués. De même, les patrons s'efforcent par tous les moyens, et notamment en améliorant l'outillage, de conserver leur revenu.

Cherchant à apprécier l'influence du mouvement syndical, M. March dit que les statistiques ne font pas apparaître l'effet de ce mouvement sur la hausse des salaires. Mais, dans l'industrie houillère, elles apprennent que, depuis 1884, les variations des salaires suivent de beaucoup plus près qu'auparavant les oscillations des prix. Les choses se passent comme si les salaires étaient réglés suivant une échelle mobile.

En résumé, la hausse des prix est l'instrument efficace de la hausse des salaires; la baisse des prix a beaucoup moins d'influence. Aussi les crises, qui correspondent, en général, aux époques de maximum des prix, n'ont pas que des effets désastreux; elles interviennent souvent comme des occasions de progrès.

M. CADOUX répond aux objections formulées par M. March, qu'il a pris le soin d'indiquer qu'il était indispensable de relever à part les salaires d'ouvriers de l'industrie privée et ceux d'ouvriers d'industries soumises à des conditions spéciales : industries d'Etat, chemins de fer, mines, etc. D'autre part, la méthode préconisée par M. March : relevé des feuilles de paie communiquées par les patrons, fournit bien la somme globale reçue par un certain nombre d'ouvriers d'une catégorie déterminée; mais il est important de savoir ce qu'a reçu chacun d'eux en particulier et il faut pour cela s'adresser aux ouvriers eux-mêmes. M. Cadoux a signalé les tentatives faites dans cette voie en Angleterre, aux Etats-Unis, en Allemagne, et il exprime le vœu que des études de ce genre soient entreprises en France.

M. SIMIAND est heureux d'avoir provoqué par sa communication les réflexions si judicieuses et même les quelques critiques formulées par M. March; il se félicite surtout de voir confirmer par la méthode synthétique les conclusions auxquelles l'a conduit l'analyse minutieuse des faits. Il a essayé de rattacher les variations du salaire aux variations de l'offre et de la demande de main-d'œuvre parce que c'était l'hypothèse la plus naturelle et la plus simple qui se présentait. La difficulté vient surtout de ce que l'on manque d'éléments suffisants pour apprécier d'une manière précise l'offre et la demande du travail. Si l'on cherche, d'autre part, les relations entre le salaire et la productivité, il faut éviter surtout l'équivoque provenant de ce que la valeur de la production dépend de deux facteurs : la quantité produite et le prix unitaire; il croit avoir montré que le salaire des ouvriers mineurs se comporte différemment suivant que c'est la quantité produite ou le prix de la tonne de houille qui varie.

M. MARCH ajoute que cette remarque montre bien tout l'intérêt qu'il y a à décomposer tout problème où interviennent les variations simultanées de deux facteurs. Il en est ainsi par exemple quand on veut étudier le profit annuel que l'ouvrier tire de son travail. Il importe d'examiner séparément les mouvements des deux éléments de ce profit, le salaire et la durée du travail. De là la nécessité d'enquêtes distinctes, d'une part sur les salaires, d'autre part sur le chômage, de même que, pour étudier la productivité, comme vient de le rappeler M. Simiand, il y a lieu d'examiner successivement les mouvements de la quantité et de la valeur.

M. le PRÉSIDENT remercie les orateurs et clôt la discussion.

Le Secrétaire général,
E. FLÉCHEY.

Le Président,
Albert DELATOUR.

